

*Questions orales*

me demander de majorer cette déduction pour amortissement.

Si le député ne me croit pas sur parole, je peux lui fournir un tas de preuves à l'appui.

[Français]

**M. Benoît Tremblay (Rosemont):** Monsieur le Président, le ministre des Finances annonçait hier une amélioration des encouragements à la recherche et au développement.

Est-ce que cette annonce vise à harmoniser enfin les déductions fiscales fédérales avec celles du Québec pour arrêter de pénaliser les efforts de recherche et développement des entreprises québécoises comme le demandait le ministre des Finances du Québec lors de la dernière conférence des premiers ministres?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, nous proposons de collaborer avec le secteur privé pour améliorer l'administration des encouragements à la recherche et au développement et accroître le financement de ce genre de travaux.

L'administration de ces encouragements fiscaux a posé certains problèmes et nous voulons en discuter avec les chefs d'entreprises afin de supprimer tous les obstacles, de façon à ce que le secteur privé puisse vraiment profiter des encouragements à la recherche et au développement prévus dans les budgets précédents et naturellement dans mon budget.

[Français]

**M. Benoît Tremblay (Rosemont):** Monsieur le Président, le ministre des Finances sait très bien qu'en obligeant les entreprises québécoises à retrancher les crédits d'impôt qu'ils reçoivent du gouvernement du Québec aux fins de la recherche et développement de leurs déductions pour avoir les crédits et les déductions fédérales, le gouvernement fédéral se trouve à taxer 39 p. 100 des crédits que le Québec accorde aux entreprises de recherche et développement. C'est ce que demandait le ministre des Finances. Est-ce que le gouvernement fédéral est prêt à cesser d'exiger que les entreprises déduisent ce qu'elles reçoivent du Québec lorsqu'elles demandent des déductions fédérales, comme c'est le cas en Ontario?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, comme le sait le député, le budget contient plusieurs initiatives importantes visant à améliorer le secteur de la fabrication et de la transformation et à l'inciter notamment à utiliser les encouragements à la recherche et au développement.

Je suis heureux de constater que le ministre des Finances du Québec, M. Lévesque, se dit très satisfait du budget. Il semble apprécier l'orientation que nous avons donnée au budget.

Je rappelle au député que plusieurs autres provinces appuient vigoureusement l'initiative prévue dans le budget. J'espère qu'il en fera autant.

**M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le gouvernement a l'intention de privatiser le Programme canadien de prêts aux étudiants; cela constitue une gifle pour les étudiants canadiens. Beaucoup en souffriront gravement, et leurs chances de se faire instruire s'en trouveront sérieusement compromises.

Pourquoi le ministre trouve-t-il nécessaire de se cacher derrière les banquiers? Pourquoi leur confie-t-il la sale besogne? Pourquoi ne met-il pas un terme à cette mascarade et ne donne-t-il pas aux étudiants le soutien dont ils ont besoin?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Monsieur le Président, le budget comporte plusieurs mesures qui aideront les étudiants en ce qui a trait au programme de prêts aux étudiants.

Mon collègue, le secrétaire d'État, entreprendra avec les banques des négociations visant à améliorer l'application du programme et à supprimer les frais d'administration de 3 p. 100. Le député s'en réjouira sûrement.

**M. Maurizio Bevilacqua (York-Nord):** Monsieur le Président, cela revient à dire: «N'appellez pas le gouvernement, mais votre banquier, si vous voulez vous faire instruire.»

Nous avons un grave problème au Canada, car 400 000 jeunes Canadiens y sont en chômage. C'est un problème que nous ne pouvons pas ignorer. Or, c'est ce que le gouvernement essaie de faire avec le présent budget. Il ne prévoit rien pour les jeunes. Ils ont été condamnés au chômage chronique, et le gouvernement refuse d'agir.